



PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE



FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE



PREFETE DE LA CREUSE

APPEL à PROJET 2018
Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA)
« Fonctionnement et actions innovantes »
Département de la Creuse

Les textes de référence :

- Décret n° 2018-460 du 8 juin 2018 relatif au fonds pour le développement de la vie associative ;
- Instruction n°DJEPVA/SD1B/2018/075 du 15 mai 2018 relative au FDVA et à l'utilisation de ses crédits déconcentrés ;
- Arrêté préfectoral du 18 juin 2018 portant constitution de la commission régionale consultative du fonds pour le développement de la vie associative pour la région Nouvelle-Aquitaine;
- Arrêté préfectoral du 29 juin 2018 portant constitution du collège départemental consultatif de la Creuse du fonds pour le développement de la vie associative.

La Charte nationale des engagements réciproques rappelle que les associations « *apportent en toute indépendance leur contribution à l'intérêt général par leur caractère reconnu d'utilité civique et sociale. Elles fondent leur légitimité sur la participation libre, active et bénévole des citoyens à un projet commun, sur leur capacité à défendre des droits, à révéler les aspirations et les besoins de ceux qui vivent dans notre pays et à y apporter des réponses* ».

L'État contribue au développement de la vie associative par un soutien financier aux associations dans le cadre du FDVA

Depuis 2018, ce fonds comporte un nouveau volet pour le financement d'actions ou de projets de fonctionnement ou d'innovation.

La Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS) est chargée d'animer la mise en œuvre du fonds avec le concours des Directions départementales de la cohésion sociale (et de la protection des populations) (DDCS-PP) en s'appuyant sur une commission régionale consultative et des collèges départementaux consultatifs associant des collectivités et personnalités qualifiées du monde associatif.

Le présent document précise les critères d'éligibilité relatifs au nouveau volet du FDVA « Fonctionnement et actions innovantes » : associations et projets éligibles, priorités territoriales (régionales et départementales), modalités financières et d'envoi des dossiers.

Date limite pour envoyer de préférence par mail* :

ddcspp-fdva@creuse.gouv.fr

vosre dossier complet au service instructeur : 31 août 2018

Les dossiers hors délais, incomplets ou non conformes ne seront pas examinés. Il ne sera procédé à aucun rappel de pièces.

* Tutoriel disponible sur le site de la préfecture

ASSOCIATIONS ELIGIBLES

- Association loi 1901 avec un siège social en Nouvelle-Aquitaine ;
- Établissement secondaire d'une association nationale, domicilié dans la région Nouvelle-Aquitaine disposant d'un numéro de SIRET et d'un compte bancaire séparé.
- Les associations répondant aux trois conditions du tronc commun d'agrément¹ : **l'objet d'intérêt général, la gouvernance démocratique et la transparence financière.**

Ne sont pas éligibles :

- Les associations dites « para-administratives », ainsi que les partis politiques ;
- Les associations représentant ou défendant un secteur professionnel (syndicats professionnels, ...) régies par le code du travail ;
- Les associations dont l'objet est culturel ou les associations dont les projets participent directement à l'exercice d'un culte ;
- Les associations ne respectant pas la liberté de conscience et/ou proposant des actions à visée communautariste ou sectaire.

AXES DE FINANCEMENT POUR 2018

Le fonds est articulé autour de 2 axes « **Financement global de l'activité d'une association** » et « **Mise en œuvre de nouveaux projets ou activités** ».

Son objectif est de financer des projets qui :

- concourent au dynamisme de la vie locale, à la consolidation de la vie associative locale ou à la création de richesses sociales ou économiques durables à l'impact notable pour le territoire ;
- démontrent une capacité à mobiliser et rassembler une participation citoyenne significative par rapport au territoire.

La priorité est donnée aux **associations faiblement employeuses** (2 salariés au plus).

Pour 2018, les **priorités partagées** par les membres de la commission régionale du FDVA sont les suivantes :

Axe 1 : « Financement global de l'activité d'une association »

Tout projet de fonctionnement global de l'activité de l'association.

Une attention particulière est donnée aux projets d'intérêt général, structurés, cohérents et articulés autour de la transition numérique et des 3 piliers du développement durable (économique, environnemental et social).

=> **Priorités départementales complémentaires validées en collège départemental de la Creuse :**

Suite aux réflexions conduites sur les besoins spécifiques du territoire creusois, certaines priorités ont pu être identifiées. Une attention particulière est donnée aux demandes d'associations ayant un projet associatif annuel ou pluri-annuel.

Les dossiers seront étudiés selon cet ordre de priorité.

- 1/ Les projets de structure s'inscrivant dans des dispositifs et des labels État (exemple point d'appui à la vie associative / bureau ou point d'information jeunesse / maison de service au public / Ville et Pays d'art et d'histoire etc...);
- 2/ Les projets d'associations créant du lien entre les temps d'éducation formelle et informelle à tous les âges de la vie (ex : lien entre le temps scolaire, périscolaire, extrascolaire) ;
- 3/ L'aide à l'amorçage de projet associatif répondant à des besoins non couverts ou peu couverts sur le territoire;
- 4/ Les projets visant à la consolidation des structures et de leur projet associatif ayant un fort ancrage territorial et un rayonnement local.

¹ fixé par l'article 25-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Axe 2 : « Mise en œuvre de nouveaux projets ou activités »

Tout projet associatif ou inter-associatif de création ou développement d'activités dans le cadre de nouveaux services à la population notamment:

- les projets qui concourent à développer une offre d'appui et d'accompagnement aux petites associations locales et à leurs bénévoles, sans cantonner l'appui à un secteur associatif exclusivement ou aux membres de l'association ou des associations qui portent le projet
- les projets innovants et structurants à impact prospectif apportant, pour le territoire, une innovation sociale, environnementale ou sociétale en réponse à des besoins non couverts, une innovation économique (en termes de modèle économique ou de services non satisfaits), ou encore une évolution innovante de la gouvernance.

- Tout projet « innovation » doit s'appuyer **obligatoirement** sur :

- des éléments de diagnostic,
- une méthode et un plan d'action,
- des objectifs attendus,
- des indicateurs d'évaluation,

Des éléments permettant d'apprécier la transposition du projet sur le territoire, pourront être joints si possible. Chaque projet présenté ne pourra être financé qu'une seule fois.

=> ***Priorités départementales complémentaires validées en collège départemental de la Creuse :***

Une attention particulière sera portée sur les demandes d'associations ayant un projet associatif annuel ou pluri annuel structuré en cohérence avec le projet déposé.

- Les projets itinérants qui répondent aux besoins spécifiques des territoires ruraux : prime à la mobilité des structures pour se rapprocher des bénéficiaires potentiels.
- Les projets mettant en œuvre un « process » de mutualisation associative et de mise en réseaux innovantes.

MODALITES DE FINANCEMENT

L'aide pouvant être accordée dans le cadre du FDVA « Fonctionnement et actions innovantes » en Nouvelle-Aquitaine est comprise entre 1.000 euros et 23 000 euros.

Pour l'axe 1 « Financement global de l'activité de l'association - Fonctionnement », le montant minimum est fixé à **1.000 euros**.

Pour l'axe 2 « Mise en œuvre de nouveaux projets ou activités - Actions innovantes », le montant minimum est fixé à **5.000 euros**.

Le total des aides publiques ne devra pas dépasser 80 % du coût total de la demande.

CONSTITUTION ET TRANSMISSION DU DOSSIER

Toutes les informations relatives à la campagne sur :

- <http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr/spip.php?rubrique816>
- <http://www.creuse.gouv.fr/>

La demande de subvention doit être envoyée de préférence par mail* : ddcspp-fdva@creuse.gouv.fr au service instructeur avant le : **31 août 2018**

Le Cerfa unique interministériel n°12156*05 est téléchargeable depuis le lien suivant :

<https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>

**ATTENTION : LES DOSSIERS INCOMPLETS, HORS DELAI OU NON CONFORMES
NE SERONT PAS EXAMINES.**

(* En cas de difficultés de transmission, merci de contacter votre service instructeur : ddcspp-fdva@creuse.gouv.fr

Indispensable avant de réaliser votre demande :

- La mise à jour des obligations déclaratives de l'association pour avoir le même nom et adresse sur le RIB et le SIRET (INSEE) et RNA (Greffe des associations).
- L'équilibre « Total des charges » et « Total des produits » des budgets de l'association et des projets.

Votre demande doit comprendre impérativement les pièces suivantes :

1. Le cerfa unique interministériel n°12156*05 **dûment complété** (<https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>),
2. Un RIB au nom de l'association, **conforme au SIRET**;
3. Les statuts régulièrement déclarés,
4. La liste des personnes chargées de l'administration,
5. Les comptes approuvés du dernier exercice clos (ou le rapport du commissaire aux comptes le cas échéant),
6. Le rapport d'activité plus récent approuvé,
7. Le pouvoir donné au signataire de la demande si différent du représentant légal.

Dans la “fiche 6. projet” du formulaire Cerfa (page 4), préciser dans la rubrique «intitulé», si l'objet du projet déposé concerne l'**axe 1** (fonctionnement général) ou l'**axe 2** (action innovante).

Concernant la partie financière de la demande de subvention :

Dans les différents budgets présentés (de l'association et des projets), les rubriques « Total des charges » et « Total des produits » doivent toujours être présentées en équilibre.

Un dossier trop succinct expose l'organisme demandeur à voir sa demande rejetée.

Le descriptif du projet doit permettre d'apprécier le bien-fondé de la demande de subvention. A cet égard, toute pièce complémentaire paraissant utile peut être jointe au dossier.

Aucun rappel de pièce manquante ne sera effectué. Tout dossier incomplet ou incorrectement renseigné ne sera pas examiné.

<u>Votre service instructeur</u>

23 - DDCSPP de la Creuse

1 place Varillas - 23007 GUERET

Contact : Sophie GARRIGUES – 05 55 41 72 55 – sophie.garrigues@creuse.gouv.fr

Antoine ARKI – 05 55 41 14 22 – antoine.arki@creuse.gouv.fr

Administratif : Véronique CHARBONIERAS – 05 55 41 72 56 – veronique.charbonieras@creuse.gouv.fr

Une permanence, uniquement sur rendez-vous en juillet et en août, est organisée pour accueillir à la DDCSPP les associations qui souhaitent être accompagnées dans la constitution de leur dossier.

- Prise de rendez-vous : Véronique CHARBONIERAS – 05 55 41 72 56 – ddcspp-cjs@creuse.gouv.fr.

<u>Pour toute question complémentaire</u>
--

DRDJSCS Site de Poitiers

4, rue Micheline Ostermeyer - CS 80559 - 86020 POITIERS CEDEX

Contacts : Florian SZYNAL : 05 49 18 10 24
Nathalie FERRON : 05 49 18 10 27
drdjscs-na-fdva@jscs.gouv.fr